

Jean CHARRON
Sébastien CHARLTON
Philippe MARCOTTE
Université Laval, Québec (Canada)

Changements dans la conception de la factualité dans le discours du journal télévisé au Québec, 1961-2010

Changes in the conception of factuality in the newscasts discourse in Quebec, 1961-2010

Abstract: The article focuses on the evolution of television newscasts in Quebec since the 1960s. The aim is to show that television news, while anchoring its discourse in factuality, makes more and more room for an analytical and interpretative discourse, particularly through processes of contextualization and problematization of events.

Keywords: factuality, newscast discourse, Quebec, problematization of events, journalism

On peut dire de la factualité qu'elle constitue un enjeu inhérent au journalisme, du moins tel qu'il se pratique en Amérique du Nord depuis la fin du 19^e siècle. Dans la mesure où le discours journalistique est censé porter sur des faits réels, qu'il s'agisse de les décrire ou de les commenter, alors se pose au journalisme les problèmes fondamentaux et jamais tout à fait résolus de son épistémologie professionnelle : Qu'est-ce qu'un fait ? Qu'est-ce qu'un événement ? En vertu de quoi un fait ou un événement est-il digne de l'attention du public ? Comment en rendre compte ? Suffit-il, si tant est que ce soit possible, d'observer et de décrire une somme de faits sensibles ou faut-il leur donner du sens en les intégrant à une structure cohérente ? Le cas échéant, dans quelle structure ? Venue d'où, définie par qui, constituée comment ? Et ainsi de suite. Si des questions de ce genre sont inhérentes au journalisme, les réponses, elles, sont changeantes et contextuelles. On pourrait lire l'histoire du journalisme comme le récit des transformations des

différentes manières qu'ont eues les journalistes, à différentes époques et dans différents contextes, de répondre à de telles questions et de les inscrire dans des pratiques routinières organisées, régulées et légitimées.

L'objectif de cet article est d'apporter une modeste contribution à cette lecture de l'histoire du journalisme en illustrant, à partir du cas du journalisme télévisé tel qu'il s'est pratiqué au Québec depuis les années 1960, comment le discours journalistique, en l'occurrence celui du journal télévisé (JT), tout en restant ancré dans la factualité, a fait de plus en plus de place à une rhétorique¹ analytique, interprétative et critique². Cette transformation, lisible dans les formes que prend le discours du JT, témoigne d'un changement dans l'idéologie professionnelle des journalistes et plus particulièrement dans leur rapport au monde. Les journalistes vont progressivement acquérir la conviction que, pour rendre compte de l'actualité, il ne suffit pas de décrire des faits; il faut aussi leur donner du sens, les expliquer, les interpréter, les comprendre et les faire comprendre. Il ne suffit pas d'informer le public en énonçant des faits, il faut aussi l'éclairer, l'alerter et le guider.

Plusieurs chercheurs se sont déjà employés à souligner l'un ou l'autre aspect de cette transformation du journalisme, depuis les années 1960, particulièrement dans les contextes nord-américain et européen. Par exemple, des études ont montré que les journalistes américains (Patterson 1993; Stepp 1999; Clayman et al. 2007; 2008; Zaller 1999) et européens (Kepplinger 1998; Sandnes 2004; Kleinnijenhuis et al. 2007; Wilke et Reinemann 2007) ont développé, à l'égard des institutions et plus particulièrement des acteurs politiques, une attitude de plus en plus critique, négative, conflictuelle voire agressive³. Des chercheurs ont mis en relief une approche de plus en plus interprétative et analytique chez les journalistes nord-américains (Barnhurst 2003; Barnhurst and Mutz 1997; Steele and Barnhurst 1996; Fink et Schudson 2014; Hess 1981; Charron et Jacob 1999; Charron 2006a) et européens (De Vreese 2001; Wilke et Reinemann 2001, 2007; Semetko and Schoenbach 2003; Esser et Umbricht 2014)⁴. On peut y voir la manifestation,

¹ Nous faisons référence ici au concept de rhétorique journalistique tel que défini par Padioleau (1976) et qui désigne non seulement « les procédures d'écriture de presse pour communiquer les nouvelles mais aussi les représentations qu'y projettent les journalistes d'eux-mêmes, des alter, des éléments physiques ou culturels présents dans les contextes d'interaction attachés à leurs positions de journalistes » (p. 268).

² Ce travail constitue un volet d'un programme de recherche qui porte sur l'évolution du journal télévisé au Québec, des années 1960 à nos jours.

³ Pour une synthèse sur le négativisme de la presse, voir Lengauer et al. 2012.

⁴ Pour une synthèse sur le concept de journalisme interprétatif, voir Salgado et Strömbäck 2012.

parmi d'autres, d'un souci des journalistes de s'affranchir, dans une certaine mesure, de leur dépendance à l'égard de l'ordre du jour et des discours officiels des grandes institutions, notamment politiques.

Nous proposons ici une analyse qui vise à montrer, à partir d'un certain nombre d'indicateurs originaux, que les tendances observées aux États-Unis et en Europe trouvent écho dans le journalisme télévisé pratiqué au Québec.

1. Contexte

On pourrait chercher des traces de cette transformation à travers le discours que les journalistes tiennent à propos de leur métier (Weaver et Wilhoit 1996; Pritchard et Sauvageau, 1999; Hanitzsch et al. 2016) et à travers les actions collectives qu'ils mènent pour faire reconnaître leur statut, leur rôle et leur autorité professionnelle (Le Cam 2009; Saint-Jean 2002). Nous allons plutôt les chercher dans les productions journalistiques elles-mêmes, et plus précisément dans les changements apparents dans le code journalistique. En effet, les formes qu'épousent les productions journalistiques et les conventions qui les régissent, autant dans la macrostructure des textes et de leur agencement (dans un journal par exemple), que dans la microstructure des mots et des phrases, sont des révélateurs de l'identité professionnelle des journalistes. Ce code journalistique est une réalité à la fois structurelle et contingente. Structurelle au sens où les règles qui régissent ce discours sont fortement institutionnalisées ou conventionnées et donc relativement stables, ce qui contraste avec l'objet concret de ce discours, l'actualité, qui, elle, varie constamment, par définition. Contingente au sens où, dans la longue durée, le code journalistique se transforme par adaptation au contexte. Dans le cas qui nous occupe, on peut dire, pour faire court, que cette adaptation, s'est manifestée, notamment, par une rhétorique journalistique plus analytique, interprétative et critique¹. Quant au contexte qui aurait conduit à une telle adaptation, il est constitué d'un système complexe de facteurs (sociaux, économiques, idéologiques, technologiques) et de relations dont la description méthodique et exhaustive est, dans l'état actuel de la recherche, hors de notre portée (Fink et Schudson 2014). Mais on peut, pour les besoins de cet article, esquisser certains éléments saillants, en prenant comme référence le contexte québécois, qui n'est, somme toute, que la déclinaison locale de transformations structurelles

¹ Pour une analyse approfondie de cette mutation du journalisme, voir Brin et al. 2004.

qu'ont connues les pays développés en Amérique du Nord et en Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale¹.

Pour comprendre les transformations du journalisme à partir des années 1960 et le contexte dans lequel s'inscrivent ses changements, il faut remonter plus loin dans le temps. À la fin du 19^e siècle, l'espace public au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, se caractérise par deux phénomènes : d'une part, une faible densité des activités et des flux de communication publique, et d'autre part, le passage d'une presse d'opinion, organiquement liée aux groupes et factions politiques, vers une presse d'information, financée par la publicité et donc moins dépendante des intérêts partisans. Cette nouvelle presse « moderne », destinée à un large public, fait de l'objectivité et de la factualité ses valeurs premières. Suivant ce paradigme journalistique alors en émergence (Charron et de Bonville 1996, 2004a), la fonction politique de la presse est de collecter et de transmettre des informations factuelles et objectives sur la vie des institutions, informations qui constituent l'« actualité ». Le journaliste se conçoit alors comme un professionnel qui fait abstraction de ses convictions et qui met son savoir-faire technique au service du compte rendu factuel des « événements ». La presse d'information de l'époque accorde une grande importance aux activités institutionnalisées des instances soumises au principe de publicité, comme les annonces et déclarations gouvernementales, les débats parlementaires, les assemblées publiques, l'administration de la justice, les activités et cérémonies protocolaires, etc. Le journaliste se voit alors comme un auxiliaire des institutions publiques et politiques, chargé de rendre compte fidèlement de leurs activités, en toute objectivité et dans le respect des codes et des logiques qui les caractérisent. Cette objectivité est inscrite dans les choix énonciatifs du journaliste : ton neutre et impersonnel, énoncés factuels, registre dénotatif, équilibre des points de vue, déférence institutionnelle, etc. Il cède volontiers la parole aux acteurs institutionnels dont il cite abondamment les propos, dans le respect de leur propre logique énonciative (Charron 2002). Certes le discours des acteurs politiques est assujéti à l'énonciation journalistique qui lui impose des formes spécifiques ; cependant le propos des acteurs politiques est, pour l'essentiel, préservé.

À partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie nord-américaine entre dans une longue période de croissance soutenue qui garantit la prospérité des entreprises de presse. Le niveau de vie et la consommation sont en progression ; la croissance des activités économiques stimule les dépenses publicitaires et donc les revenus des médias; la part discrétionnaire du budget des ménages et le temps disponible pour les loisirs et la

¹ Sur l'histoire du journalisme au Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale, voir Le Cam 2009; St-Jean 2002; Déo 1989; Godin 1981; Demers 1988.

consommation culturelle et médiatique augmentent. La prospérité des entreprises de presse favorise la syndicalisation de ses employés, laquelle contribue à la valorisation, la professionnalisation et l'*empowerment* des journalistes qui, par ailleurs, sont plus scolarisés que la génération précédente. Les patrons de presse ont les moyens financiers qui leur permettent de se montrer conciliants envers les revendications matérielles et professionnelles des journalistes, à qui ils concèdent une part d'autorité et une relative autonomie dans l'organisation du travail.

La rentabilité des entreprises de presse est cependant affectée à partir du milieu des années 1970, par une conjoncture économique défavorable (crise du pétrole, grave récession du début des années 1980, flambée des taux d'intérêt, inflation galopante, chômage) et par une expansion du système médiatique qui prend place progressivement dans le milieu des années 1980, notamment par l'apparition et la multiplication des canaux spécialisés à la télévision. Dans un contexte de relative rareté de l'information, les journaux pouvaient tabler sur l'information factuelle et événementielle pour attirer le lecteur. Mais à mesure qu'augmentent le volume et la diversité de l'information rapidement accessible au public, et à mesure que s'instaure une culture de l'hyperconcurrence au sein d'un marché médiatique de plus en plus encombré (Charron et de Bonville 2004b), les médias et les journalistes eux-mêmes doivent se distinguer des concurrents par la création d'une « valeur ajoutée ». Les journalistes, qui pour l'essentiel couvrent la même actualité que leurs concurrents, vont rechercher cet effet de distinction, notamment en rédigeant des comptes rendus plus analytiques et évaluatifs dans lesquels ils mettent en valeur leur expertise sociopolitique (Charron 2002. 2006a).

Aussi, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, d'autres facteurs contribuent à une croissance rapide et exponentielle des flux d'information dans l'espace public. La politisation des problèmes par les mouvements sociaux, l'expansion des rapports marchands, l'amélioration de l'efficacité des techniques de communication, l'élargissement du champ d'intervention de l'État et la complexification consécutive de ses structures, pour ne citer que quelques facteurs, font croître le nombre et la diversité des domaines d'activités et des enjeux susceptibles de faire l'objet de débats publics. L'agrégation et l'expression des demandes adressées aux décideurs politiques passent de moins en moins par les partis politiques et davantage par des groupes de pression, toujours plus nombreux et diversifiés, et qui sollicitent de plus en plus l'attention des médias. Cette croissance va de pair avec l'accroissement des possibilités offertes par l'amélioration des techniques de communication. Des

intervenants, de plus en plus nombreux et diversifiés (individus, associations, entreprises, etc.) cherchent à participer aux débats publics et sollicitent l'attention des médias.

À mesure que prolifèrent les discours qui prétendent à la « visibilité » (Thompson 1995 ; Voirol 2005), l'accès à l'espace public devient en effet problématique. La prolifération des messages impose une contrainte lourde aux acteurs qui, en surnombre, rivalisent pour faire valoir auprès du public la pertinence et le bien-fondé de leur discours. La montée en puissance des relations publiques dans les années 1970 leur donne des moyens d'action. Mais, en même temps, l'emprise exercée par les relations publiques et par la culture du marketing sur l'action et la communication publiques a, pour les promoteurs de discours publics, des effets pervers. D'abord parce que la prolifération des messages confère à la presse un pouvoir de sélection et un rôle avantageux d'arbitre dans la distribution du droit de parole publique. Ensuite parce que l'essor des relations publiques est de plus en plus ressentie par les journalistes comme un encerclement auquel ils vont chercher à s'opposer. Ces journalistes, mieux formés que leurs prédécesseurs et familiers avec les théories critiques en vogue à cette époque dans les universités, sont de plus en plus nombreux à considérer que c'est se compromettre dans la manipulation de l'opinion publique que de relater des « faits », des « événements » et des discours « officiels » façonnés par des « faiseurs d'images » sans les soumettre à un sens critique et sans chercher à en dévoiler les ressorts (Charron et al. 1991, 1994).

C'est ainsi que, à partir des années 1960, le journalisme entre progressivement dans une période de tension au cours de laquelle sont remis en cause les modes d'organisation du travail et les normes professionnelles qui ont fait consensus jusqu'au milieu du 20^e siècle, comme l'objectivité et le primat de la nouvelle sur les autres genres journalistiques. Surtout, les journalistes abordent les événements politiques dans une perspective nettement plus critique. La tâche qu'ils s'assignent d'exposer les enjeux et les intérêts politiques et de dévoiler au public les ressorts des opérations de persuasion et de séduction dont, pensent-ils, il est l'objet, s'accommode mal de la rhétorique d'objectivité traditionnelle ; cette tâche nouvelle requiert l'expression d'un point de vue, celui du journaliste expert et analyste critique qui interprète les événements et les situations politiques pour en dresser un tableau intelligible (Hanitzsch et al. 2016). Le compte rendu factuel ne suffit plus ; il doit s'accompagner d'un effort d'interprétation et d'analyse. Les genres journalistiques qui font une large place au commentaire (chroniques

spécialisées, d'opinion et d'humeur, tribunes téléphoniques, etc.) sont en nette progression (de Bonville 1995), alors que les articles de nouvelles, genre par excellence du journalisme d'information, autrefois caractérisés par la factualité et l'objectivité, vont incorporer de plus en plus des expressions d'analyse (par le choix du vocabulaire, la présence discrète d'un commentaire, par des liens de causalité et de conséquence, par des effets de style, etc.) qui sont autant de manifestations du statut de « sujet pensant » que revendique le journaliste (Charron 2006a).

Ces conditions nouvelles qui se mettent en place après la Deuxième Guerre mondiale entraînent une transformation dans la dynamique de médiation des discours politiques, marquée par un renversement du rapport de dépendance entre la presse et les institutions politiques et sociales. De plus en plus, la presse, écrite et audio-visuelle, impose sa logique et ses formes discursives aux autres institutions qui, pour tirer leur épingle du jeu dans un espace public de plus en plus régi par les médias, ne peuvent guère faire autrement que de s'y conformer¹.

2. Méthode

Notre analyse porte sur les JT diffusés par Radio-Canada à partir des années 1960, et par le réseau privé TVA à partir de 1975. Radio-Canada est le télédiffuseur public francophone canadien, créé en 1951 selon le modèle de la BBC au Royaume-Uni, alors que TVA, anciennement Télé-Métropole (créé en 1961), est le principal télédiffuseur privé francophone au Québec et au Canada.

Analyser dans une perspective diachronique le contenu des JT au Québec pose un réel défi en raison de la pauvreté des archives télévisuelles². Les JT disponibles aux archives de Radio-Canada et à Bibliothèques et Archives Canada (BAC)³ ont permis de constituer des échantillons d'une vingtaine de JT par année, une année aux 5 ans, à partir de 1980 pour Radio-

¹ Voir à ce propos les travaux relatifs au concept de *médiatisation de la société* (par exemple Hjarvard 2008; Block 2013; Couldry et Hepp 2013; Kepplinger 2002; Strömback 2008 et Lundby 2009).

² Nonobstant le problème de l'accès aux archives, les chercheurs qui, au Québec, se sont intéressés au journal télévisé sont peu nombreux. Voir notamment Monière et Fortier 2000; Monière 1999; de Bonville et Vermette 1994; Desaulniers et Sohet 1979; Charron, St-Pierre et Drolet 2015; Charron et de Bonville 2005)

³ TVA ne conserve pas ses archives de JT; elle les confie à BAC.

Canada et à partir de 1990 pour TVA¹. Pour les périodes antérieures, nous avons retenu tous les JT que nous avons pu trouver au service des archives de Radio-Canada et à BAC. Les plus anciens remontent à 1961. Comme ils étaient en nombre insuffisant pour constituer des échantillons annuels, nous avons regroupé deux ou plusieurs années consécutives afin d'obtenir, lorsque possible, des échantillons de taille comparable. Nous avons ainsi pu rassembler au total 182 JT de la SRC et 112 de TVA.

Les JT sont constitués de deux types d'unités : des *unités de gestion*, qui sont les parties consacrées au balisage et au bon déroulement du bulletin (les génériques d'ouverture et de fermeture, les annonces de pauses publicitaires, les transitions entre les parties du JT, etc.), et des *unités d'information*, qui correspondent aux différentes productions journalistiques servant à rapporter, commenter, analyser les nouvelles, les événements, les situations (les brèves lues par le présentateur, la présentation des reportages, les reportages, les converses², les entrevues, etc.).

Tableau 1 : Répartition des unités d'information analysées³

	Nombre de bulletins analysés			Nombre d'unités d'information			Temps des unités d'information		
	SRC	TVA	TOTAL	SRC	TVA	TOTAL	SRC	TVA	TOTAL
1960 (1961-62)	5	0	5	94		94	1h02		1h02
1970 (1967-72)	18	0	18	316		316	5h10		5h10
1975 (1975-76)	20	0	22	423		423	6h42		6h42
1980 (1977-83)	19	4	22	619	103	722	7h45	1h29	9h14
1985 (1985-87)	20	16	36	538	420	958	7h24	5h09	12h34
1990	20	17	37	438	416	854	6h53	5h04	11h57
1995 (1993-96)	20	15	35	475	380	855	7h44	5h34	13h18
2000	20	20	40	461	462	923	7h23	6h32	13h55
2005	20	20	40	555	551	1 106	9h14	9h33	18h47
2010	20	20	40	651	587	1 238	12h32	9h21	21h54
Total	182	112	295	4 570	2 919	7 489	71h49	42h43	114h32

L'analyse porte uniquement sur les unités d'information et vise à valider l'hypothèse selon laquelle le JT va opter, au fil du temps, pour un discours qui, même s'il reste ancré dans la factualité, et même s'il se

¹ Quand le nombre de JT disponibles permettait de le faire, nous avons constitué nos échantillons suivant la méthode des « semaines construites » (de Bonville 2006) en choisissant au hasard quatre éditions de JT pour chaque jour de la semaine, excluant les fins de semaine.

² Dans le jargon du JT, une converse est un segment constitué d'une conversation entre le présentateur et un autre membre de l'équipe du JT.

³ La durée des bulletins et la part de ceux-ci consacrée aux UI peuvent varier significativement d'une année à l'autre, voire d'une édition à l'autre.

donne encore et toujours un mandat de compte rendu de l'actualité, va tendre à incorporer et à revendiquer une visée de plus en plus analytique, interprétative ou critique. Pour valider cette hypothèse générale, nous avons codé les unités d'information en regard des variables et des sous-hypothèses suivantes :

- *La fonction assignée aux unités d'information.* Le JT devrait tendre à se présenter au téléspectateur, comme faisant autre chose qu'uniquement relater des faits et des événements.
- *Le caractère analytique et interprétatif des unités.* Au-delà de l'intention affichée par le JT, les journalistes devraient tendre à donner aux unités qu'ils produisent un caractère analytique ou interprétatif plus affirmé.
- La présence d'acteurs sollicités dans l'unité en tant qu'*interprètes* plutôt que protagonistes des événements ou situations. Le caractère analytique et interprétatif du JT devrait également se manifester par la présence plus fréquente d'acteurs qui sont mis en scène dans le JT en tant qu'expert, analyste ou commentateur.
- *La nature événementielle ou non* de ce qui justifie qu'un sujet soit abordé dans le JT (le « déclencheur »). Dans le journalisme d'information, ce sont les événements qui justifient la présence d'une unité d'information. Cependant la visée analytique ou interprétative incite les journalistes à vouloir se dégager, dans une certaine mesure, de l'actualité chaude en se justifiant d'aborder certains sujets par autre chose que l'actualité immédiate.
- Le degré d'*initiative* manifestée par l'équipe du JT dans la couverture des événements ou des situations. Les journalistes devraient tendre à se détacher du rôle de courroie de transmission des discours officiels en manifestant davantage d'initiative tant dans le choix des événements ou des thèmes abordés que dans celui des éléments qu'on y développe.
- *Le caractère événementiel ou situationnel du traitement* accordé à un sujet. Dans le journalisme d'information, un événement de l'actualité est, en principe, traité en tant que tel. Cependant la visée analytique ou interprétative devrait inciter les journalistes à aborder les événements dans une perspective plus large, en les définissant comme représentatifs ou révélateurs d'une situation ou d'une tendance ou en les inscrivant dans un contexte plus global.
- Le fait qu'un sujet soit identifié comme un *problème*. Au fil du temps, le JT va tendre à se poser comme un agent actif et critique dans la définition de l'ordre du jour des débats publics. C'est

pourquoi les unités qui adoptent une perspective situationnelle plutôt qu'événementielle devraient tendre à présenter les situations qu'elles abordent comme des problèmes qu'il faut résoudre, et nécessitant une action collective ou étatique.

3. La fonction assignée aux unités d'information

La fonction première du JT est de présenter un bilan des événements marquants de la journée. La plupart des unités d'information qui composent le JT sont assignées à cette fonction et sont donc présentées au public comme des comptes rendus factuels d'événements d'actualité. Cependant, il est de moins en moins rare qu'on présente au public des unités en leur attribuant une fonction différente. Par exemple le présentateur pourra introduire une unité en disant qu'il s'agit d'une analyse d'un problème ou du bilan d'une situation ou encore du portrait d'une personnalité. Il dira que telle autre unité donne le pouls de la population à propos d'un enjeu ou encore consiste en un débat entre protagonistes de l'actualité.

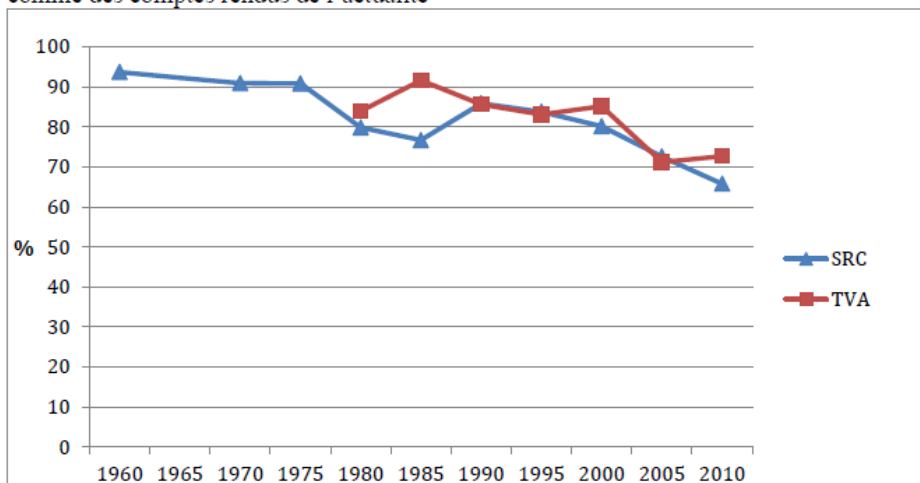
Le déroulement du JT comporte une signalétique qui, le plus souvent par la voix du présentateur mais aussi par d'autres moyens, fournit aux téléspectateurs des indications quant à la nature et la fonction des unités qui lui sont présentées. Les artisans du JT peuvent tabler sur le fait que le téléspectateur familier avec le JT connaît les conventions qui le régissent et sait décoder correctement les indications qu'on lui fournit.

Ce qui est visé ici ce n'est pas le contenu des unités en lui-même ; c'est la fonction qu'on leur assigne dans le déroulement du JT, peu importe son contenu réel. Nous voulons montrer qu'à mesure que la rhétorique d'expertise critique (Padioleau 1976) prend de l'importance dans le discours du JT, de plus en plus d'unités d'information sont présentées au public comme devant remplir une autre fonction que le récit factuel de l'actualité. Et à travers cette assignation de fonction, c'est la raison d'être du JT qui s'affirme et s'affiche aux yeux du public.

Nous avons classé les unités selon que le compte rendu factuel d'événements d'actualité était ou non la fonction qui leur était assignée, explicitement ou par défaut. Une unité a une fonction de compte rendu de l'actualité quand elle est présentée, explicitement ou implicitement, comme devant faire le récit d'un événement de l'actualité du jour ou récente. Cela n'empêche pas que, dans son contenu, elle puisse comporter des éléments d'analyse, d'interprétation ou d'opinion. Les autres unités sont celles qui sont présentées, par le présentateur ou du fait du dispositif

du JT, comme étant consacrées à autre chose qu'au compte rendu d'événements d'actualité (analyser, débattre, commenter, opiner, etc.)

Graphique 1 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités présentées comme des comptes rendus de l'actualité



Le récit de l'actualité reste la vocation première du JT. Mais au fil du temps cette fonction d'information, même si elle reste dominante, voit son importance fléchir à mesure que d'autres fonctions vont prendre de l'importance. Alors qu'ils représentaient plus de 90% du temps consacré aux unités d'information dans les années 1960 et 1970, les comptes rendus n'occupent plus qu'environ 70% du temps en 2005 et 2010. Cette tendance, commune au diffuseur privé (TVA) et au diffuseur public (SRC), témoigne d'une certaine diversification des fonctions que se donne le JT, particulièrement par la présence plus manifeste ou affichée d'un discours à prétention analytique et interprétative, ou qui se présente comme allant au-delà des événements. Certes, le JT continue de se laisser guider par l'actualité dont il cherche à rendre compte et qui, du point de vue du public, demeure sa raison d'être, mais il se donne des espaces de liberté ou d'initiative pour aller au-delà de l'actualité factuelle ou événementielle afin de la contextualiser, l'interpréter, l'expliquer, lui donner du sens. Le JT se pose de moins en moins comme dispositif d'enregistrement de l'actualité, annexe des institutions dont il relate les faits et gestes, et de plus en plus comme une instance d'interprétation du monde.

4. Caractère analytique des propos de l'équipe du JT

L'intention de communication, telle que nous l'avons définie, caractérise la visée assignée à une unité par le personnel du JT et

annoncée au téléspectateur. Cependant, dans un JT, les membres de l'équipe journalistique que le téléspectateur voit ou entend peuvent tenir des propos qui ont un caractère plus ou moins analytique, interprétatif ou évaluatif, quelle que soit l'intention de communication annoncée et quel que soit le genre journalistique auquel une unité d'information est censée appartenir¹. Certes, les unités présentées par le chef d'antenne comme des « analyses » donnent le plus souvent lieu à des propos qui ont effectivement un caractère analytique ou interprétatif. Il n'empêche que les journalistes peuvent tenir des propos de ce type dans n'importe quel genre d'unités, si bien que certaines unités, qu'elles soient ou non présentées comme des « analyses », comportent une part significative d'explication, d'évaluation, de spéculation ou d'interprétation de la part du journaliste, qui leur confère un caractère analytique. Nous avons donc classé les unités selon que le propos tenu par les journalistes avait ou non un caractère analytique². Pour les fins de ce codage, il fallait que la dimension analytique soit suffisamment importante et significative dans le discours des membres du JT pour caractériser l'unité dans son ensemble. Cette présence a été évaluée soit par l'importance quantitative ou qualitative³ des éléments analytiques dans les propos tenus par le journaliste à l'intérieur de l'unité, soit par un effet de cadrage ou d'orientation établi a priori par la présentation de l'unité par le présentateur ou a posteriori dans la conclusion d'un reportage (*stand up*)⁴.

¹ Ce qui ne veut pas dire que le genre ou la visée annoncée ne soit pas contraignante. Les responsables des JT évitent autant que possible de présenter des unités qui comportent un contenu qui peut être perçu par les téléspectateurs comme étant incompatible avec le genre annoncé. Du point de vue du téléspectateur, de telles unités qui brouillent les codes peuvent être perçus comme un bris de contrat et susciter la critique et la méfiance.

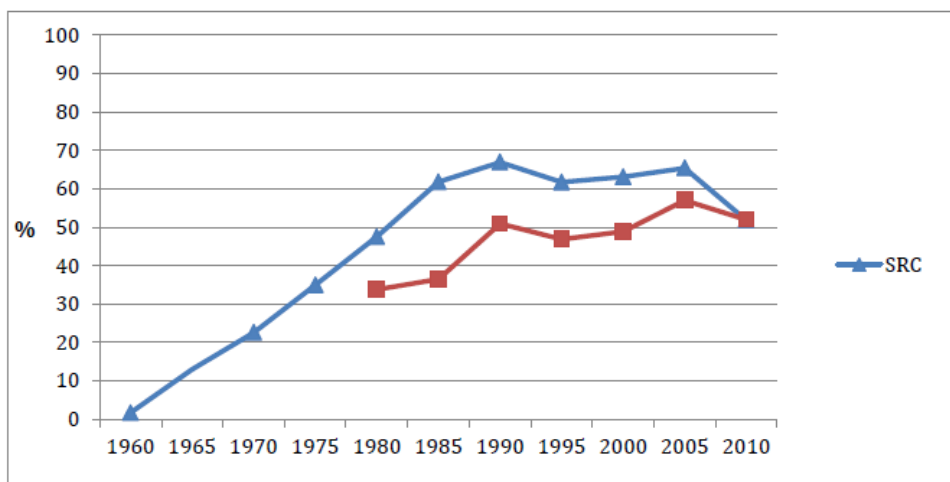
² Dans les instructions données aux codeurs, il était précisé que, d'un point de vue opératoire, « analyser » pouvait recouvrir une variété d'actions de la part du journaliste : évaluer, porter des jugements, spéculer, établir des comparaisons, faire des parallèles, souligner des constances ou des tendances, dégager les causes et les conséquences d'une situation, relever des contradictions, faire voir le « sens » d'un événement ou la réalité « cachée » derrière un fait, faire ressortir les motivations des acteurs, établir un argumentaire, etc.

³ Dans une unité d'information, il suffit parfois d'un mot fortement connoté ou d'un énoncé percutant pour donner à un discours dans son entièreté une portée analytique, interprétative ou analytique.

⁴ Les procédés discursifs susceptibles de conférer à une unité un caractère analytique, interprétatif ou évaluatif peuvent varier à l'infini quant à leur nature et leur intensité dans le discours et ils sont forcément sujets à interprétation. Dans ces conditions, les résultats du codage doivent être examinés avec prudence. C'est pourquoi nous avons procédé à un test de fidélité en soumettant un échantillon de 411 unités d'information à un deuxième codeur. Les résultats indiquent qu'en ce qui concerne le caractère analytique des unités, les deux codeurs (deux doctorants en communication publique) ont codé les mêmes

Le graphique 1.2 montre, conformément à nos hypothèses, que la présence d'une dimension analytique dans les unités d'information, qui était rare dans les années 1960, devient déjà plus fréquente, en tout cas plus visible, dans les années 1970, pour finalement devenir habituelle puisque dans les années 1990, les unités qui comportent une dimension analytique occupent une part importante du temps consacré aux UI. La tendance ascendante s'observe tant à Radio-Canada qu'à TVA, cependant le caractère analytique est un peu plus présent chez le diffuseur public que chez le privé. Cela s'expliquerait en partie par le fait que la SRC couvre davantage des thèmes qui s'avèrent plus propices au discours analytique, comme la politique et l'économie, alors que TVA privilégie des thèmes qui s'y prêtent moins, comme les faits divers et les affaires judiciaires. Quoiqu'il en soit de ces variations, il reste que la croissance du discours analytique s'est manifestée dans tous les principaux thèmes et pour toutes les aires géographiques couvertes par le JT. Il faut en conclure que c'est un trait acquis au fil des décennies et qui caractérise le journalisme télévisé dans son ensemble, voire le journalisme en général (Salgado et Strömbäck 2012; Esser et Umbricht 2014).

Graphique 2 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités à caractère analytique



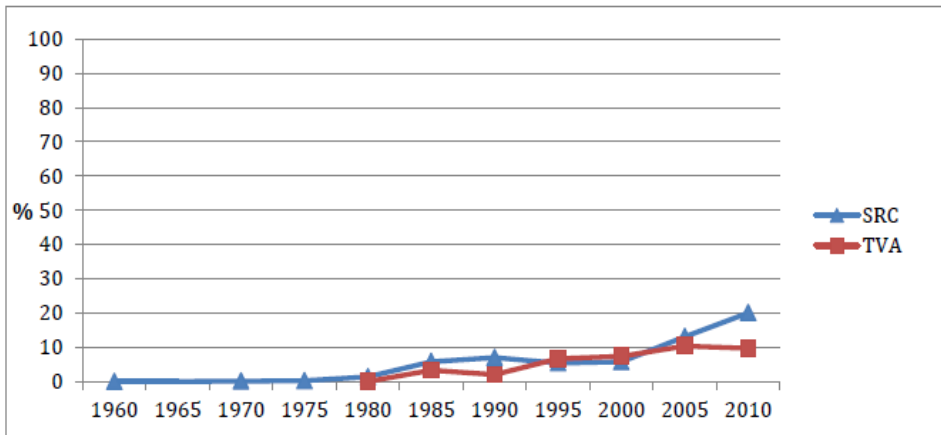
unités de la même manière dans 82% des cas, ce qui, suivant les conventions en ce domaine, représente un taux de concordance satisfaisant. Pour les autres variables, le taux de concordance varie entre 82% et 98%.

5. Présence des interprètes

Une autre manière d'évaluer le caractère analytique du JT est de considérer la présence de locuteurs qui ne sont pas membres du personnel du JT, ni des protagonistes de l'actualité, et qui sont sollicités dans des unités en tant qu'experts ou personnes-ressources à qui on demande de donner leur opinion, leur interprétation, leur appréciation, leur explication à propos d'un événement, d'une situation ou d'un enjeu. Ces locuteurs agissent comme des interprètes de l'actualité. Ils constituent, en quelque sorte, des auxiliaires du journalisme qui mettent leur connaissance au service du compte rendu de l'actualité dans sa dimension analytique et critique. Ils disent ce que les journalistes ne peuvent pas dire, soit parce que ceux-ci n'ont pas les connaissances ou l'autorité requises, soit parce que leur statut de journaliste, neutre et impartial, ne le leur permet pas.

Jusqu'en 1980, les interprètes n'ont pas vraiment leur place dans le JT de Radio-Canada et de TVA. Dans un discours axé sur le compte rendu factuel de l'actualité, leur présence n'est pas requise et reste très marginale. En revanche, depuis 1985, leur présence est devenue plus courante, si bien qu'en 2005 et 2010, entre 10% et 20%, suivant les années et les diffuseurs, du temps d'information des JT est consacré à des unités caractérisées par la présence du discours, entendu ou cité, d'un ou de plusieurs interprètes sollicités par le JT¹.

Graphique 3 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités faisant appel à des interprètes



¹ Cela exclut les experts convoqués ou cités par les protagonistes d'un événement.

La comparaison de la distribution entre les thèmes du temps de parole des interprètes¹, des protagonistes et des reporters montre que les interprètes sont, en comparaison des autres catégories d'acteurs et toute proportion gardée, davantage sollicités à propos de thèmes ou d'enjeux dont l'analyse est plus susceptible de faire appel à des connaissances spécialisées, comme la santé, l'éducation, la science, les questions environnementales et la vie économique. Ils le sont moins quand il est question de politique, d'affaires sociales et de culture. Par exemple, en proportion de leur temps de parole respectif, les interprètes parlent moins de politique (19,0% de leur temps de parole) que les reporters (24,7%) et les protagonistes (26,0%), mais ils parlent davantage (17,2%) que les deux autres catégories (8,6% et 9,8% respectivement) de « santé/éducation/science/ environnement ». Les journalistes semblent enclins à solliciter le point de vue d'interprètes pour des enjeux qu'eux-mêmes ne maîtrisent pas ou pour lesquels ils estiment que l'analyse doit obtenir la caution d'un expert ou, plus généralement, d'une voix « autorisée ». Les journalistes estimeraient avoir l'autorité nécessaire pour exposer par eux-mêmes les enjeux liés à la société, la culture et la politique, mais ils sentiraient davantage la nécessité de se fonder sur une autorité extérieure quand il est question d'économie, de santé, d'éducation, de science et d'environnement.

6. Déclencheurs

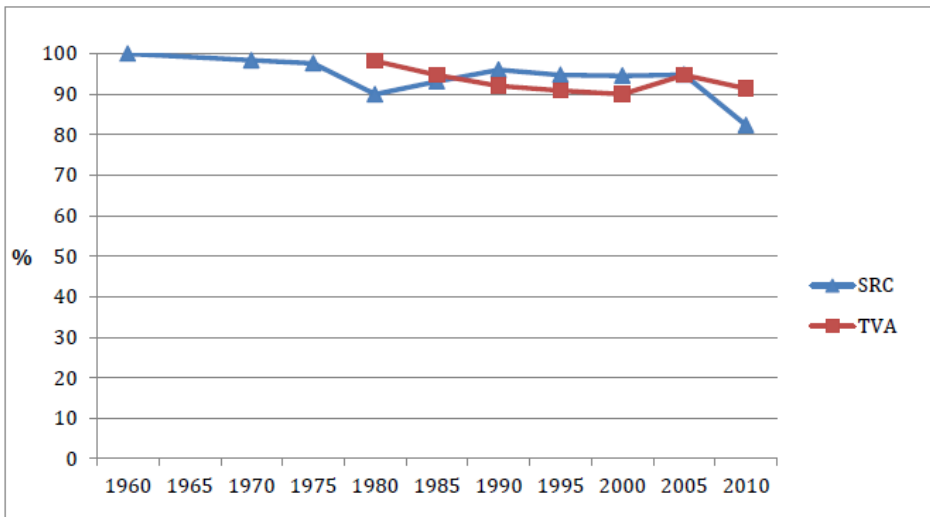
Le concept de déclencheur renvoie à ce qui justifie la présence d'une unité d'information dans le JT. La justification la plus usuelle tient au fait que ce dont on parle constitue un événement récent jugé digne de l'attention publique. Les unités d'information dans un JT consistent la plupart du temps à rapporter, à commenter ou à analyser des événements qui viennent de se produire, qui sont en cours, ou qui vont se produire dans le cycle de temps court qui circonscrit l'« actualité ». Entrent aussi dans cette catégorie les unités qui rapportent des informations nouvellement apprises à propos d'un événement passé ou à venir. Si toutes les unités d'information étaient justifiées par un événement d'actualité ou des informations nouvellement apprises, il n'y aurait pas grand-chose à dire à ce propos. Cependant, il arrive que des unités d'information soient justifiées ou provoquées par d'autres déclencheurs qu'un événement immédiat : le suivi d'une situation déjà traitée dans un reportage

¹ Pour ces données, nous ne tenons compte que du temps de parole réel (en discours direct) des interprètes et nous excluons leur discours cité ou paraphrasé par un membre du JT.

antérieur, l'approche d'une commémoration, le résultat d'une enquête, la présentation d'un enjeu méconnu ou négligé dans le débat public, etc.

L'emprise de l'actualité immédiate reste une caractéristique essentielle du JT. Sur l'ensemble du corpus, les unités justifiées par des événements d'actualité occupent 90% du temps total consacré aux unités d'information. Cependant les unités justifiées par d'autres déclencheurs non seulement représentent une part non négligeable du temps des JT, mais leur présence s'est accrue au fil du temps. Le JT ne fait pas que rendre compte de l'actualité; il la crée dans une certaine mesure en faisant, de sa propre initiative, figurer certains sujets ou enjeux dans l'agenda public.

Graphique 4 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités justifiées par l'actualité immédiate



Dans les années 1960 et 1970, les unités d'information sont justifiées presque exclusivement par des événements de l'actualité immédiate ou des informations nouvellement apprises. Mais à partir des années 1980, environ 10% du temps est consacré à des unités justifiées par des référents d'une autre nature. Le phénomène semble s'être accentué en 2010. TVA et la SRC ont eu, en regard de cette dimension, des approches tout à fait similaires. On peut dire que le JT considère alors un spectre temporel plus large en devant l'actualité ou encore en abordant d'autres sujets ou enjeux que ceux qu'impose l'actualité.

Le suivi des événements immédiats est davantage présent (à 92% du temps des unités) pour les informations nationales et internationales que pour les nouvelles locales et provinciales (85%) où les déclencheurs sont un peu

plus variés. Certains thèmes, comme santé/éducation/science/environnement et société et culture, favorisent aussi une diversité de déclencheurs, même si le suivi des événements d'actualité domine tous les thèmes.

8. Degré d'initiative dans la couverture de l'actualité

Dans la mesure où sa fonction est de rendre compte de l'état du monde, le journalisme d'information tend à présenter les événements du jour comme s'ils s'imposaient d'eux-mêmes à l'attention des médias et du public. Ce journalisme-là ne dit pas : « Voici des nouvelles ! » ; il dit plutôt « Voici les nouvelles ! ». Pour affirmer et accentuer symboliquement sa fonction référentielle, ce journalisme d'information tend à minimiser, même occulter son travail de construction de l'actualité, pour plutôt se montrer comme un dispositif passif de captation et de monstration des faits tels qu'ils sont en eux-mêmes. Mais à mesure que les journalistes vont se sentir investis d'une responsabilité sociale et d'une autorité professionnelle qui leur commandent d'être des agents actifs dans la construction critique d'une représentation du monde à travers l'actualité, ils vont tendre à inscrire ce rôle critique dans leur production journalistique et y laisser des marques de leur action et de leur identité professionnelle.

On peut percevoir ce passage de la passivité à l'activité à travers un indicateur d'initiative qui correspond au degré apparent d'initiative de l'équipe du JT dans le choix des événements, des sujets ou des informations abordés dans les unités d'information. L'analyse du contenu des JT ne permet pas d'observer directement le processus de collecte et de traitement de l'information pour déterminer le degré d'initiative dont aurait fait preuve le personnel du JT dans ce processus. Et ce n'est pas non plus ce qui nous intéresse ici. Nous nous intéressons plutôt au degré d'initiative tel qu'il est indiqué au téléspectateur par le personnel du JT. Il s'agit en somme de l'initiative telle qu'« affichée » par le personnel du JT¹.

Les unités avec un degré faible ou nul d'initiative sont celles qui rapportent des faits qui semblent s'être imposés à l'attention du JT, si on en juge par les indications que le JT fournit au téléspectateur. Le degré d'initiative est donc en partie lié à la nature du déclencheur. En général quand le déclencheur d'une unité est un événement qui s'impose dans l'actualité, l'initiative dont peut faire preuve le personnel du JT est plus

¹ Nous avons exclu les segments introductifs (par exemple l'intervention du présentateur avant un reportage) pour cette catégorie, puisque s'ils peuvent donner un indice du degré d'initiative de ce qui suit, on peut difficilement leur attribuer un degré d'initiative en eux-mêmes.

limitée. Cela dit, on retrouve deux cas typiques d'unités d'information où l'initiative du journalisme est plus prégnante : en premier lieu, les unités qui, bien qu'elles s'attardent à la description des sujets qui semblent être imposés par l'ordre du jour, y ajoutent de manière significative des éléments qui paraissent inédits (contextualisation, interprétation, avis de gens extérieurs à la nouvelle, etc.). En second lieu, les unités présentées comme étant entièrement le résultat de l'initiative du journaliste ou d'une démarche journalistique autonome, une enquête ou la découverte d'un fait caché par exemple, ou encore abordent un événement d'actualité sous un angle qui paraît inédit, original, distinctif et qui ne laisse qu'une place plutôt secondaire aux informations ou aux discours « officiels ».

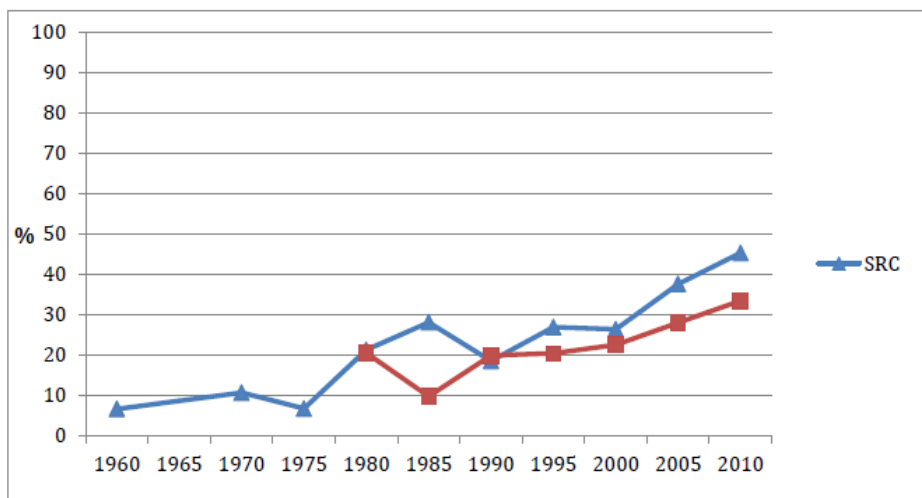
On constate qu'au fil du temps, les JT de la SRC et de TVA ont affiché un degré de plus en plus élevé d'autonomie. Le JT des années 1960 et 1970 ne se présente pas comme un lieu d'initiative. Il est en cela conforme au modèle du journalisme d'information. Mais à partir des années 1980, le caractère actif ou proactif du journalisme est davantage affirmé ou montré. Une tendance qui va par la suite s'accroître, si bien qu'en 2010, 40% du temps des unités d'information sont occupé par des unités qui présentent un degré d'initiative élevé et intermédiaire.

La SRC se présente à son public comme faisant preuve de davantage d'initiative que TVA. Il est possible que le diffuseur privé, dont le service d'information dispose de moins de ressources que celui du diffuseur public, soit davantage que la SRC à la remorque des événements.

Certains thèmes se prêtent davantage aux initiatives que d'autres. On comprend que, du point de vue du JT et de son dispositif de collecte et de traitement de l'information, certaines institutions ou activités, comme la politique, les procès, les faits divers, le sport professionnel, les conflits de travail, etc., sont génératrices de nouvelles qui s'imposent au menu quotidien du JT suivant un mode routinier et sans que le personnel du JT ait à prendre d'initiative, les sujets et intervenants se présentant presque d'eux-mêmes. D'ailleurs, ces thèmes sont parmi les plus représentés dans le menu des JT. En revanche d'autres domaines d'activités présentent de l'intérêt du point de vue du JT (la santé, les questions sociales, la culture, des phénomènes de société ou de mode de vie, des questions liées à l'urbanisme ou la consommation, etc.) sans s'inscrire dans un mode de production routinier ou imposer des figures ou événements. Dans ces cas la collecte et le traitement de l'information requièrent davantage d'initiative de la part de l'équipe du JT, ce qui lui permet d'introduire une part d'originalité et de distinction par rapport à ses concurrents. Cependant cette part d'initiative ne peut recouvrir qu'une partie

secondaire du JT. Le régime de concurrence, la rareté des ressources, et la fonction première du JT, qui est de rendre compte de l'actualité, les attentes du public, tout cela force l'équipe du JT à optimiser la collecte d'information en se collant aux réseaux établis et à concentrer le gros de son attention sur les acteurs et événements qui s'imposent à l'agenda.

Graphique 5 : Proportion du temps d'information du JT hors segments introductifs consacré aux unités à l'initiative marquée



9. Caractère événementiel ou situationnel

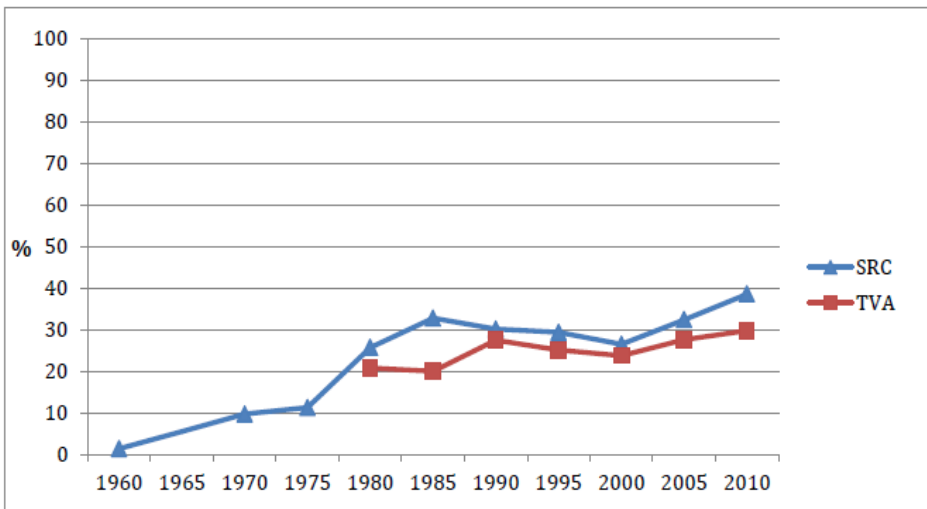
Il arrive qu'un événement d'actualité soit une occasion pour discuter, dans un reportage ou une converse, d'une situation ou d'un enjeu plutôt que de l'événement lui-même. Par exemple un accident de la route peut être traité comme un événement en lui-même et relaté en tant que tel dans une nouvelle, mais il peut aussi donner lieu à un reportage axé sur des enjeux de sécurité routière. Nous avons donc classé les unités selon que le propos porte essentiellement sur un événement en particulier ou sur une situation plus large. Nous avons placé dans une catégorie à part (hybride) les cas qui combinent événement et situation.

L'unité a un caractère **événementiel** quand elle traite d'un événement (un fait, une déclaration, un rebondissement dans une affaire...) dans l'actualité qu'on relate dans sa singularité et dont on cherchera éventuellement les causes et les conséquences spécifiques et immédiates.

L'unité a un caractère **situationnel** quand elle aborde un état de fait ou une situation qui se développe ou qui perdure dans un temps plus long ou encore qui présente un caractère intemporel, comme le portrait

d'une personnalité, l'état d'une industrie, l'analyse d'une tendance sociale, l'impact d'une politique, etc. Comme on l'a dit, les unités à caractère situationnel ont souvent pour déclencheur un événement singulier; c'est le traitement qui en est fait qui confère au segment son caractère situationnel. Parfois, l'unité relate un événement qui devient une occasion d'aborder aussi la situation ou le problème plus large dont il est censé témoigner. Sans surprise, on constate que l'univers mis en scène et relaté par le JT est constitué en très grande partie d'« événements », c'est-à-dire de ces choses qui arrivent dans une durée relativement courte (une occurrence), qui ponctuent l'existence de la collectivité et qu'on relate dans des nouvelles parce qu'on les estime dignes de mention (Molotch et Lester, 1974). Dans les années 1960 et 1970, les unités d'information qui avaient un caractère événementiel occupaient entre 90% et 100% du temps consacré aux unités d'information. Cependant, au fil des décennies, les JT se sont progressivement délestés en partie du strict récit des événements de l'actualité. Les unités qui portent en tout ou en partie sur des états de fait ou des situations plutôt que sur des événements particuliers ou ponctuels ont pris de l'importance. Depuis les années 1990, ces unités occupent en moyenne près de 30% du temps consacré aux unités d'information¹.

Graphique 6 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités situationnelles



¹ Barnhurst et Mutz (1997) ont observé dans les quotidiens américains la même tendance à aborder les événements sous l'angle de problèmes sociaux; ils concluent à un déclin du reportage événementiel (*event-centered reporting*).

Les journalistes de la SRC semblent, depuis toujours, avoir davantage tendance que ceux de TVA à produire des segments d'information qui portent sur des états de fait ou des situations.

10. Problème

Le JT ne se limite pas à relater les événements de l'actualité; il ne lui suffit pas d'ouvrir une « fenêtre sur le monde ». Il se pose aussi, et de plus en plus, en animateur du débat public en relevant ou en révélant des situations et des enjeux qui requièrent l'attention publique et la recherche de solutions, notamment de la part des pouvoirs publics. Nous avons classé les unités « situationnelles » selon que la situation dont il est question est présentée ou non comme un « problème ». Aux fins de cette catégorisation, une situation constitue un problème si elle répond aux trois conditions suivantes :

1) Elle constitue, dans le discours des journalistes ou des acteurs mis en scène dans l'unité, un écart perçu ou appréhendé entre un ordre de choses effectif et un ordre de choses désirable.

2) Cet écart devrait être comblé, dans une certaine mesure. Autrement dit, le problème appelle une solution. Du point de vue des acteurs de la nouvelle et des journalistes, une situation problématique sera donc généralement présentée comme susceptible d'entraîner des conséquences importantes si rien ne change.

3) L'écart et la solution ont une portée générale et concernent donc une catégorie générique et non un cas singulier (la condamnation de monsieur Dupont pour excès de vitesse est un événement; la vitesse excessive dans les rues de la ville est un problème).

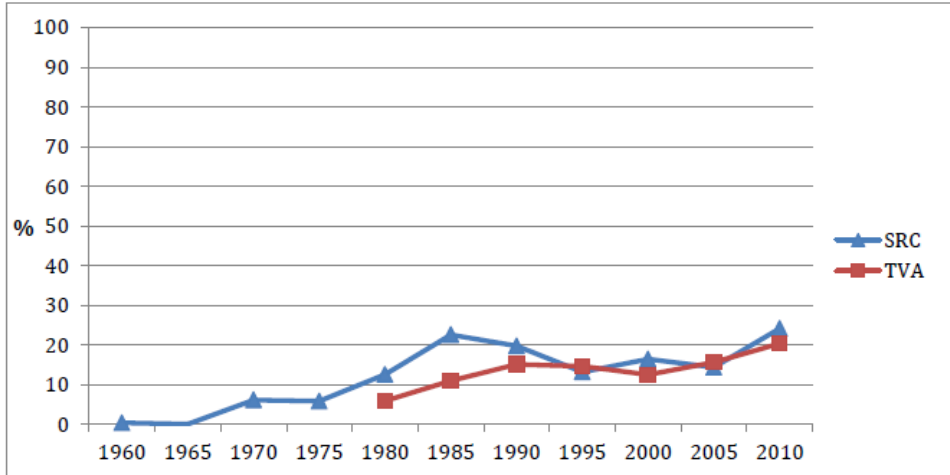
Dans l'ensemble du corpus, 15,4% du temps consacré aux unités d'information est occupé par des unités qui portent sur des situations présentées comme problématiques. C'est environ une unité situationnelle sur deux (57,2 % du temps) qui concerne des situations jugées problématiques (56,9 % à la SRC et 57,8% à TVA)¹.

Comme l'indique le graphique suivant, ce genre d'unités a pris de l'importance. Les unités d'information ont de plus en plus tendance à présenter les situations en tant que problèmes, ou relevant d'un problème plus large. En 2010, entre 20% (TVA) et 25% (SRC) du temps des unités

¹ Les 47,3 % restant est occupé par des unités qui traitent, de modes, de tendances ou d'autres phénomènes jugés dignes de mention mais qui ne sont pas définis ou présentés comme problématiques.

d'information a été consacré à des situations définies comme problématiques.

Graphique 7 : Proportion du temps d'information du JT consacré aux unités présentant une situation problématique



Les unités qui exposent des problèmes ou qui « problématissent » des situations sont aussi des unités dans lesquels l'initiative des journalistes est plus manifeste. Sur l'ensemble des unités d'information, celles qui présentent un degré significatif d'initiative occupent 25,7% du temps; ce pourcentage grimpe à 67% si on ne considère que les unités consacrées à des problèmes. Et cette proportion a connu une hausse au cours de la période pour atteindre 77,7% en 2010. On peut donc penser que le travail de problématization incombe en bonne partie, et de plus en plus, aux journalistes.

En s'employant ainsi à exposer des problèmes, le JT, qui était d'abord conçu comme un relevé d'événements significatifs, se présente de plus en plus comme une instance relativement autonome de définition d'un agenda public.

11. Conclusion

Le journalisme est une pratique discursive dont l'état et les transformations s'expliquent par les conditions sociales de sa production. C'est une évidence à laquelle le JT n'échappe pas. Dans cet article nous avons à peine évoqué les conditions sociales de la production du JT. Nous avons plutôt cherché à relever dans le contenu même des JT des traces d'une transformation dans la manière de concevoir et de pratiquer le

journalisme télévisé. Ces traces, nous les attribuons à une évolution dans l'identité discursive et professionnelle que les journalistes projettent d'eux-mêmes dans leurs productions, et dans la nature du rapport qu'ils établissent avec les sources d'information, avec le public et avec les réalités dont ils rendent compte. Nous nous sommes limités ici à des indices relatifs à certaines caractéristiques formelles observées sur un grand échantillon d'unités d'information. Il ressort que, depuis les années 1960, les JT diffusés au Québec ont rendu compte de l'actualité en adoptant un point de vue de plus en plus interprétatif et analytique, en abordant le réel dans une perspective plus large que strictement événementielle et factuelle, et en se posant comme un agent de plus en plus autonome quant au choix des événements et des enjeux à couvrir et quant à la manière de les aborder. Cette évolution est conforme aux tendances observées dans la presse écrite au Québec et plus généralement dans les médias d'information ailleurs dans le monde.

Cette transformation ne doit pas être interprétée comme un abandon ou une dévalorisation, par les artisans du JT, du principe de factualité. Les énoncés factuels restent omniprésents dans le discours du JT. Ce qu'on observe c'est plutôt un glissement dans la conception de ce qu'est un fait. Dans cette conception, un fait ne se réduit pas à une donnée ou à une somme de données brutes; un fait ou un événement correspond à des données organisées dans un tout auquel on attribue ou duquel on dégage une signification, notamment en lui assignant une position dans une structure. Le fait est une donnée rendue significative. Du point de vue de l'épistémologie professionnelle des journalistes, ce changement conceptuel n'est pas banal dans la mesure où il requiert, et de fait s'accompagne de, la reconnaissance d'une certaine subjectivité dans le discours. Non pas au sens où les journalistes revendiqueraient dorénavant un droit à l'opinion ou à un biais partisan ou idéologique, mais plutôt au sens où la signification que l'on peut donner aux données et aux occurrences ne peut être que le fait d'une « intelligence en action »¹, d'un sujet qui mobilise un capital culturel qui lui est propre et à partir duquel il dessine un point de vue sur la réalité. Dès lors le défi de la factualité n'est plus celui de la conformité du discours à un réel qu'il suffit d'objectiver et de bien observer, moyennant quelques précautions techniques et déontologiques; il s'agit plutôt, d'une part, de faire reconnaître et d'affirmer, dans les formes mêmes du JT, le caractère construit de la représentation journalistique du réel et, d'autre part, de faire reconnaître, aux yeux des

¹ Nous reprenons ici le titre, teinté d'ironie, d'un essai de Louis Pinto : *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur* (Métailié, 1984).

autres, la compétence, la légitimité et l'autorité des journalistes à procéder à cette construction. La factualité, ainsi conçue, se manifeste dans un discours où les références aux faits sensibles sont omniprésentes, mais où en même temps le journaliste s'emploie à faire valoir une compétence, des connaissances et une perspicacité proprement professionnelles.

Références

- ANSTEAD, N. 2016. « News and Politics: The Rise of Live and Interpretive Journalism ». *Digital Journalism* 1 (2), 20 mai.
- BARNHURST, K.G. 2003. « The makers of meaning: National public radio and the new long journalism, 1980-2000 ». *Political Communication* 20 (1): 1-22.
- BARNHURST, K.G. et D. MUTZ. 1997. « American Journalism and the Decline in Event-Centered Reporting ». *Journal of Communication* 47 (4): 27-53.
- BLOCK, E. 2013. « A Culturalist Approach to the Concept of the Mediatization of Politics: The Age of "Media Hegemony" ». *Communication Theory* 23(3) : 259-278
- CHARRON, J. 1994. *La production de l'actualité*. Montréal: Boréal.
- CHARRON, J. et J. de BONVILLE. 1996. «Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition ». *Communication* 17(2) : 51-97.
- CHARRON, J., J. LEMIEUX et F. SAUVAGEAU (dir.). 1991. *Les médias, les journalistes et leurs sources*. Montréal: Gaëtan Morin, éditeur.
- CHARRON, J. 2002. « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté ». Dans *Les mutations du journalisme en France et au Québec*, Remy Rieffel et Thierry Watine (dir.), 83-99. Paris: Editions Panthéon-Assas.
- CHARRON, J. 2006a. « Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995 ». *Mots. Les langages du politique* 82 : 81-94.
- CHARRON, J. 2006b. « Journalisme, politique et discours rapporté : évolution des modalités de la citation dans la presse écrite au Québec : 1945-1995. » *Politique et sociétés* 25(1-2) : 147-181.
- CHARRON, J. et J. DE BONVILLE. 2004a. « Typologie historique des pratiques journalistiques ». Dans *Nature et transformation du journalisme : théorie et recherches empiriques*, Brin, C., J. Charron et J. de Bonville (dir.), 141-218. Québec : PUL.
- CHARRON, J. et J. DE BONVILLE. 2004b. « Le journalisme et le marché : de la concurrence à l'hyperconcurrence ». Dans *Nature et transformation du journalisme : théorie et recherches empiriques*, Brin, C., J. Charron et J. de Bonville, 273-316. Québec : PUL.

- CHARRON, J. et J. DE BONVILLE, avec la collaboration de C. Brin et F. Sauvageau. 2005. *De la théorie au terrain : modèle explicatif de l'évolution du journal télévisé au Québec*. Québec : Département d'information et de communication, Université Laval.
- CHARRON, J. et L. JACOB, 1999. *Énonciation journalistique et subjectivité : les marques du changement*. Série Études de communication publique, no 14. Département d'information et de communication, Université Laval.
- CHARRON, J. et J. SAINT-PIERRE. 2012. « Les formes du journalisme parlementaire au Devoir ». *Communication* 29(2), <https://journals.openedition.org/communication/2842>.
- CLAYMAN, S. E., M. N. ELLIOTT, J. HERITAGE et L. L. MCDONALD. 2006. « Historical Trends in Questioning Presidents, 1953-2000 ». *Presidential Studies Quarterly* 36(4): 561 -583.
- CLAYMAN, S. E., J. HERITAGE, M. N. ELLIOTT, et L. L. MCDONALD. 2007. « When Does the Watchdog Bark? Conditions of Aggressive Questioning in Presidential News Conferences ». *American Sociological Review* 72 (1): 23- 41.
- COULDRY, N. et A. HEPP. 2013. « Conceptualizing Mediatization: Contexts, Traditions, Arguments: Editorial ». *Communication Theory* 23(3) : 191-202.
- DE BONVILLE, J. 2006. *L'analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*. Bruxelles : De Boeck Université.
- DE BONVILLE, J. 1995. *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- DE BONVILLE, J. et J. VERMETTE. 1994. « Télévision et unité nationale: la couverture de l'actualité canadienne à Radio-Canada, 1977 et 1987 ». *Canadian Journal of Political Science* 27(04) : 699-716.
- DEMERS, F. (éd). 1988. *Communication et syndicalisme des imprimeurs aux journalistes*. Montréal: Méridien.
- DÉOM, E. 1989. *40 ans de syndicalisme chez les journalistes québécois*. Montréal : Agence d'ARC.
- DESAULNIERS, J.P. et P. SOHET, P. 1979. «Les actualités télévisées ou la parade du soir». *Communication et information* 3 (1) : 7-28.
- DE VREESE C.H. 2001. « Election coverage – new directions for public broadcasting. The Netherlands and beyond ». *European Journal of Communication* 16(2):.155-180.
- DJERF-PIERRE, M. and L. WEIBULL. 2008. *From public educator to interpreting ombudsman. Regimes of political journalism in Swedish public service broadcasting, 1925–2005*. In *Communicating Politics. Political Communication in the Nordic Countries*, edited by Strömbäck J., M. Ørsten et T. Aalberg, 195-214. Gothenburg: Nordicom.

- ESSER, F. et A. UMBRICH. 2014 « The Evolution of Objective and Interpretative Journalism in the Western Press: Comparing Six News Systems since the 1960s ». *Journalism & Mass Communication Quarterly* 91(2): 229-249.
- FINK, K. et M. SCHUDSON. 2014. « The Rise of Contextual Journalism, 1950s-2000s ». *Journalism* 15(1) : 3-20.
- GODIN, P. 1981. *La lutte pour l'information: histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal: Le Jour.
- HANITZSCH, T., F. HANUSCH, et C. LAUERER. 2016. « Setting the Agenda, Influencing Public Opinion, and Advocating for Social Change: Determinants of Journalistic Interventionism in 21 Countries ». *Journalism Studies* 17 (1):1-20.
- HJARVARD, S. 2008. « The Mediatization of Society ». *Nordicom Review* 29(2): 105-134.
- HESS, S. 1981. « Washington reporters ». *Society* 184(May/June): 55-66.
- KEPPLINGER H.M. 1998. *Demontage der Politik in der Informationsgesellschaft*. Freiburg: Alber.
- KEPPLINGER, H.M. 2002. « Mediatization of Politics: Theory and Data ». *Journal of Communication* 52(4): 972-986.
- KLEINNIJENHUIS J., O. SCHOLTEN, W.H. Van ATTEVELDIT et al. 2007. *Nederland vijfstromenland: De rol van de media en stemwijzers bij de verkiezingen in 2006* [The Netherlands, a country with five rivers: The role of the media and the online test for party preferences in the 2006 elections]. Amsterdam: Bert Bakker.
- LE CAM, F. 2009. *Le journalisme imaginé: histoire d'un projet professionnel au Québec*. Montréal: Leméac, 2009.
- LENGAUER, G., F. ESSER et R. BERGANZA. 2012. « Negativity in Political News: A Review of Concepts, Operationalizations and Key Findings ». *Journalism* 13 (2) :179-202.
- LUNDBY, K., éd. 2009. *Mediatization: concept, changes, consequences*. New York: Peter Lang.
- MARCOTTE P. et F. BASTIEN. 2012. « L'influence du mode de financement des médias audiovisuels sur le cadrage des campagnes : le cas des élections canadiennes de 2005-06 et 2008 ». *Revue canadienne de science politique* 45 (2) : 313-336.
- MOLOTCH, H et M. LESTER. 1974. « News as Purposive Behavior: On the Strategic Use of Routine Events, Accidents, and Scandals ». *American Sociological Review* 39(1) : 101-112.
- MONIÈRE, D. 1999. *Démocratie médiatique et représentation politique*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- MONIÈRE, D. et J. FORTIER. 2000. *Radioscopie de l'information télévisée au Canada*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- PADIOLEAU, J.-G. 1976. « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques ». *Sociologie du travail* 18(3) : 256-282.

- PATTERSON, T.R. 1993. *Out of Order*. New York: Knopf.
- SAINT-JEAN, A. 2002. *Éthique de l'information: fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- SALGADO, S. et J. STRÖMBÄCK. 2012. « Interpretive Journalism: A Review of Concepts, Operationalizations and Key Findings ». *Journalism* 13(2): 144-161.
- SANDNES, M. 2004. *Det personlige vinklingspress – En innholdsanalyse av norske og svenske avisers dekning av politiske valgkamper i tidsrommet 1953–1998* [The personal spin – A content analysis of the electoral coverage in the Norwegian and Swedish press from 1953 to 1998]. Hovedoppgave. SamPol: Universitetet i Bergen.
- PRITCHARD, D.H. et F. SAUVAGEAU. 1999. *Les journalistes canadiens: un portrait de fin de siècle*. Sainte-Foy, Québec: Presses de l'Université Laval.
- SEMETKO, H.A. et SCHOENBACH. K. 2003. *News and elections. German Bundestag campaigns in the Bild, 1990–2002*. *The Harvard International Journal of Press/Politics* 8(3): 54-69.
- STEELE, C.A. et K.G. BARNHURST. 1996. « The journalism of opinion: Network coverage in US presidential campaigns, 1968–1988 ». *Critical Studies in Mass Communication* 13(3): 187-209.
- STEPP, C.S. 1999. « Then and now ». *American Journalism Review* 2: 60-75.
- STRÖMBÄCK, J. 2008. « Swedish election news coverage: Towards increasing mediatization ». In: *The Handbook of Election News Coverage around the World*, edited by Strömbäck J. et L.L. Kaid, 160-174. New York: Routledge.
- STRÖMBÄCK, J. 2008. « Four Phases of Mediatization: An Analysis of the Mediatization of Politics ». *The International Journal of Press/Politics* 13(3): 228-246.
- THOMPSON, J. 1995. *The Media and Modernity. A Social Theory of the Media*. Cambridge : Polity Press.
- VOIROL, O. 2005. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique ». *Réseaux* n° 129-130 : 89-121.
- WEAVER, D. H. et G. C. WILHOIT. 1996. *The American journalist in the 1990s: U.S. news people at the end of an era*. LEA's communication series. Mahwah, N.J: Erlbaum.
- WILKE, J, et C. REINEMANN. 2001. « Do the candidates matter? Long-term trends of campaign coverage – a study of the German Press since 1949 ». *European Journal of Communication* 16(3): 291-314.
- WILKE J. et C. REINEMANN. 2007. « It's the debates, stupid! How the introduction of televised debates changed the portrayal of chancellor candidates in the German press, 1949–2005 ». *Harvard International Journal of Press/Politics* 12: 92-111.
- ZALLER, J.R., 1999. *A Theory of Media Politics. How the Interests of Politicians, Journalists, and Citizens Shape the News*. Chicago: University of Chicago Press.